

# Trappes : la lutte d'une élue pour la régularisation des clandestins paie... et même bien !

On en apprend de belles en lisant le Parisien Libéré, édition des Yvelines, daté du mercredi 13 avril. Cela se passe dans la bonne ville de Trappes, dont le maire, Guy Malandain, avait menacé Riposte Laïque d'un procès, suite à un article de Maxime Lépante sur ce qu'il a vu à Trappes.

<http://www.bivouac-id.com/billets/le-maire-de-trappes-menace-riposte-laique-de-poursuites-judiciaires/>

Nous apprenons donc qu'une adjointe, Khadija Aram, démissionnaire depuis peu, chargée de l'action républicaine (sic !) aurait été interpellée par la brigade anti-criminalité des Hauts-de-Seine, ce samedi.

<http://www.leparisien.fr/yvelines-78/une-ancienne-elu-de-trappes-soupconnee-d-escroquerie-13-04-2011-1405229.php>

Pour cette élue de gôche, l'action républicaine aurait consisté à se battre pour la régularisation de huit clandestins... moyennant finance. On apprend souvent, dans les milieux militants, que la lutte paie. Dans ce cas, elle paie fort bien, car, selon l'article de Véronique Beaugrand, entre juin 2008 et janvier 2010, la vaillante élue aurait empoché 31.500 euros, pour le prix de son intervention, de la part de ces huit personnes. Seul problème, bien qu'adjointe au maire, ce n'est pas elle qui encadre le pouvoir de décider qui peut être régularisé, et qui ne peut pas l'être... Et donc, certaines familles, qui n'ont pas eu leurs papiers, se sont senties escroquées, et ont porté plainte. Croyant s'en sortir, la préposée à l'action républicaine aurait cru pouvoir rembourser, à hauteur de 16.500 euros, les familles... avec le chéquier de l'Association "Femmes de Trappes".



Cel  
a pose quand même un certain nombre de questions. La mairie de Trappes – Malandain n'a pas souhaité s'exprimer – pouvait-elle ignorer les pratiques de son élue ? Les responsables de l'association pouvaient-ils ignorer que de tels chèques étaient signés par une élue, ce qui serait problématique, s'il s'avérait que l'association est subventionnée par la mairie..

Après les affaires de la Région Paca, du conseil général des Bouches-du-Rhône, de la Région Nord Pas-de-Calais, on s'aperçoit que des pans de la gauche ont exactement les mêmes attitudes, au pouvoir, que celles qu'ils reprochaient à la droite, à la mairie de Paris ou dans d'autres structures. Plus aucune vision républicaine ne guide l'action de nombre d'élus, qui, de plus, voient leur mandat comme un fromage qu'ils ont envie de conserver le plus longtemps possible, en multipliant les pratiques clientélistes, et en prenant quelques libertés avec la loi. Il ne s'agit bien sûr pas de généraliser, mais quand on constate les libertés prises avec les financements de mosquées par des maires ou des conseillers généraux ou régionaux qui gémissent par ailleurs que les caisses de leur ville sont vides, il y a de quoi s'interroger sur la nécessité de lois rendant inéligibles tout élu qui prend des libertés avec les principes et les lois de la République.

A une époque où les gauchistes lancent, à la frontière italienne, des "trains pour la dignité" pour accueillir encore davantage de clandestins en France, on ne peut que

s'interroger sur les motivations de ceux qui impulsent de telles opérations. Sans doute la majeure partie de ces militants sont-ils, à l'image de Jean-François Chalot, épinglé par Lucette Jeanpierre, des curés de gauche idiots utiles du capitalisme. Mais d'autres, à l'instar de Khadija Aram, n'auraient-ils pas des retours sur investissements, quand on sait les énormes enjeux financiers qu'il y a autour de l'immigration clandestine, ses passeurs et ses réseaux mafieux.

<http://www.fdesouche.com/198797-des-trains-de-la-dignite-pour-debloquer-la-frontiere-entre-litalie-et-la-france>

Signalons, sans que cela puisse lui être reproché, que l'élue de Trappes inculpée est la mère de Sophia Aram, qui avait traité de "gros cons" les électeurs du Front national, sur une radio publique. On attend avec impatience le qualificatif qui sera utilisé par Sophia Aram pour qualifier une élue chargée de l'action républicaine qui se croit dans une république bananière. En France, les fonctionnaires et les élus ne touchent pas de bakchich pour aider leurs concitoyens, parce qu'ils sont payés ou élus pour cela.

Cela s'appelle tout simplement la culture républicaine, et le respect de la loi. Il faut un temps où la gauche incarnait cela, face à une droite affairiste et corrompue. C'était avant 1981...

**Paul Le Poulpe**